

## Le renversement des radicalités politiques



### Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

[luc.rouban@sciencespo.fr](mailto:luc.rouban@sciencespo.fr)

*The French election survey shows that the RN's acceptance remains, on average, much higher than that of LFI. In this regard, we are witnessing a major shift, with LFI taking the RN's place on the fringes of the sociopolitical landscape as an ostracized political force. The survey also measures the degree of acceptance or rejection of the main political parties by various voter groups. Contrary to what many commentators have argued, LFI frightens moderate left-wing voters far more than the RN frightens moderate right-wing voters, which may explain the failure of the merged lists in certain municipalities. Finally, it confirms the closeness of the Renaissance or centrist electorates to the socialist electorate, which enabled, for example, Emmanuel Grégoire's overwhelming success in Paris, casting serious doubt on the strategy of bringing the PS and LFI closer together.*

Les élections municipales de 2026 se sont closes sur une question : jusqu'où les mouvements radicaux de gauche (La France insoumise) et de droite (le Rassemblement national) ont-ils réussi à pleinement s'installer dans le paysage politique français, transformant le clivage droite-gauche en un clivage quadripolaire ? Derrière cette question s'en profile une autre qui prend beaucoup d'importance dans la perspective de l'élection présidentielle : dans quelle mesure la polarisation enregistrée dans le paysage politique national s'est-elle transmise et a-t-elle été légitimée au niveau local ? Si les enjeux des élections municipales sont territorialisés par nature, leur interprétation comme les réponses qui ont pu y être apportées s'inscrivent dans des lectures politiques plus globales de la société française. Si les résultats obtenus dans les grandes villes autant par le Parti socialiste et ses alliés ou par Les Républicains et leurs alliés semblent recentrer la vie politique autour des impératifs de gestion dans un contexte de pénurie budgétaire et de repli de l'engagement militant, il reste que les progrès électoraux de LFI et du RN sont indéniables si on les replace dans la perspective historique de leur ancrage local respectif<sup>1</sup>.

Ces progrès électoraux de formations radicalisées ont suscité bien des débats et des controverses sur le besoin ou l'utilité de fusionner au second tour les listes de la gauche socialiste ou alliées avec celles de LFI, ou bien encore sur la pertinence de la stratégie menée par la direction de LR de prendre ses distances avec le RN ou Reconquête ! comme ce fut notamment le cas à Paris.

[1] CEVIPOF, « Municipales 2026 : sept décryptages pour comprendre un paysage politique en mutation », mars 2026. [www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/municipales-2026-8-analyses-pour-comprendre-le-nouveau-paysage-politique](http://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/municipales-2026-8-analyses-pour-comprendre-le-nouveau-paysage-politique)

La question s'avère cependant moins complexe à droite qu'à gauche. Si les électeurs LR et RN se rapprochent de plus en plus tant sur le terrain de la sécurité, de l'immigration ou de l'économie<sup>2</sup>, les électeurs socialistes et insoumis ne se rapprochent que sur le terrain sociétal ou de l'État-providence. En revanche, ils se séparent clairement autant sur le projet européen que sur le libéralisme économique et même sur le rapport à la démocratie représentative. Le projet de regrouper les forces politiques de gauche ou bien de séparer la gauche « républicaine » de la gauche « insurrectionnelle » a profondément divisé les dirigeants comme les militants et les électeurs socialistes car il vient ressusciter une très ancienne fracture née au Congrès de Tours en 1920. L'un des grands débats a donc été de savoir si le rapprochement entre le PS et LFI avait conduit à l'échec électoral dans certaines villes comme Clermont-Ferrand ou bien avait fait de LFI un mouvement « faiseur de rois » sans lequel la gauche ne peut pas gagner.

L'enquête électorale française permet de montrer que l'acceptabilité du RN reste bien plus élevée en moyenne que celle de LFI. On assiste à ce titre à une substitution, LFI prenant la place du RN à la périphérie de l'univers sociopolitique comme force politique ostracisée. L'enquête permet ensuite de mesurer le degré d'acceptabilité ou de rejet des principales formations politiques par les divers électorats. Contrairement à ce qu'ont soutenu nombre de commentateurs, LFI fait peur à l'électorat de gauche modérée et bien plus que le RN ne fait peur à l'électorat de droite modérée, ce qui peut expliquer l'échec des listes fusionnées dans certaines communes. Elle confirme enfin la proximité des électorats Renaissance ou centristes avec l'électorat socialiste, qui a permis par exemple le succès écrasant d'Emmanuel Grégoire à Paris, rendant très douteuse la stratégie de rapprochement du PS et de LFI.

L'étude s'appuie sur la vague 1 de l'Enquête électorale française réalisée par IPSOS-BVA et menée du 27 février au 5 mars 2026 auprès d'un échantillon représentatif de 10 927 enquêtés. Cette étude a été menée en collaboration par le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès, Ipsos et le journal Le Monde.

## **Les principaux partis politiques ne répondent plus aux attentes des électeurs**

Pour cadrer la réflexion sur la réception des forces radicales, de droite comme de gauche, on doit tout d'abord tenir compte de l'inadaptation générale de l'offre politique aux attentes des électeurs. Cette inadaptation se révèle lorsqu'on étudie la distribution des réponses à une proposition concernant le projet de société porté par chaque parti : « La société que prône ce parti est globalement celle dans laquelle je souhaite vivre ». En moyenne, la réponse est négative à 82% pour LFI, à 74% pour Renaissance comme pour Horizons, à 67% pour le PS, à 66% pour LR, à 65% pour les Écologistes, et à 63% pour le RN. Cette distribution ne respecte pas le clivage droite-gauche, qu'il joue sur la dimension économique (en faveur ou contre le libéralisme) ou sur la dimension culturelle (en faveur ou non de l'immigration), ce qui laisse supposer que d'autres lignes de clivage de la société française se révèlent plus importantes.

---

[2] Luc Rouban, « Les droites françaises en recomposition », *Études*, n° 4333, janvier 2026, p. 35-43.

L'analyse des sujets prioritaires de préoccupation pour la France que retiennent les enquêtés montre à ce titre que les deux questions les plus souvent citées sont le pouvoir d'achat (54%) suivi par le système de santé (46%), l'immigration arrivant en troisième position mais plus loin (33%) à peu près au même niveau que la sécurité (31%). En revanche, les préoccupations socio-économiques plus globales qui venaient structurer habituellement l'espace politique arrivent en fin de peloton : le climat social (23%), la protection de l'environnement (22%), les inégalités sociales (20%), la fiscalité (14%), le nombre des chômeurs (6%). Tout se passe donc comme si le rejet des partis politiques était associé à la recherche de réponses que les partis politiques se révèlent incapables de fournir à des enjeux bien moins collectifs qu'individualisés concernant bien plus le cadre de vie immédiat des enquêtés que l'avenir collectif. On retrouve ici clairement le fil rouge de la crise démocratique née avec le mouvement des Gilets jaunes en 2018. Cette crise naît d'une déconnexion moins entre l'activité programmatique des partis et la demande sociale, puisque chaque grand parti garde son vivier d'électeurs plus ou moins fidèles, qu'entre un travail politique qui ne fait plus sens face à une réalité sociale largement dominée par le registre des intérêts privés, une désacralisation des institutions et une vulnérabilité individuelle croissante<sup>3</sup>.

On a donc construit un indice de distance envers la politique à partir des réponses négatives aux trois questions suivantes : « est-ce que vous vous intéressez à la politique ? » ; « est-ce que vous vous sentez proche d'un parti politique ? » : « est-ce que vous vous intéressez aux élections municipales ? ». Un quart des enquêtés (25%) répondent au moins deux fois de manière négative à ces questions. Et ces mêmes enquêtés placent également en première position des principales préoccupations pour la France le pouvoir d'achat suivi par le système de santé. Il faut donc tenter de comprendre ce qui se joue dans ces résultats au-delà d'une lecture faite dans les termes désormais un peu désuets ou obsolètes du « marché politique ». La question n'est plus celle du déphasage entre l'offre et la demande qu'entre ce que veut dire faire de la politique et vivre en France en 2026.

On peut d'ailleurs interpréter le rejet massif de LFI comme celui de Renaissance, dont la simultanéité semble paradoxale, comme celui d'un travail politique trop idéologique et trop éloigné des préoccupations quotidiennes, alimentant la violence sociale et politique par la radicalité de ses ambitions pour la première, pour son incapacité congénitale à se saisir de la vie sociale pour l'autre. En revanche, à l'autre bout de la distribution statistique, le RN semble être devenu pour une bonne partie des enquêtés le parti de l'écoute et de la proximité. À ce titre, les réponses à la question : « ce parti est-il proche de vos préoccupations ? », reflètent la même hiérarchie. Au sommet des réponses positives, on trouve le RN (41%) et les Écologistes (39%) suivis par LR et le PS (34% chacun), alors que figurent en fin de liste Renaissance et Horizons (24%) puis LFI en dernier (21%). Cette distribution des réponses se retrouve parmi ceux qui sont fortement distants vis-à-vis de la politique et qui placent à 38% les Écologistes comme étant les plus proches de leurs préoccupations et le RN à 33% alors qu'ils ne sont que 17% à citer LFI.

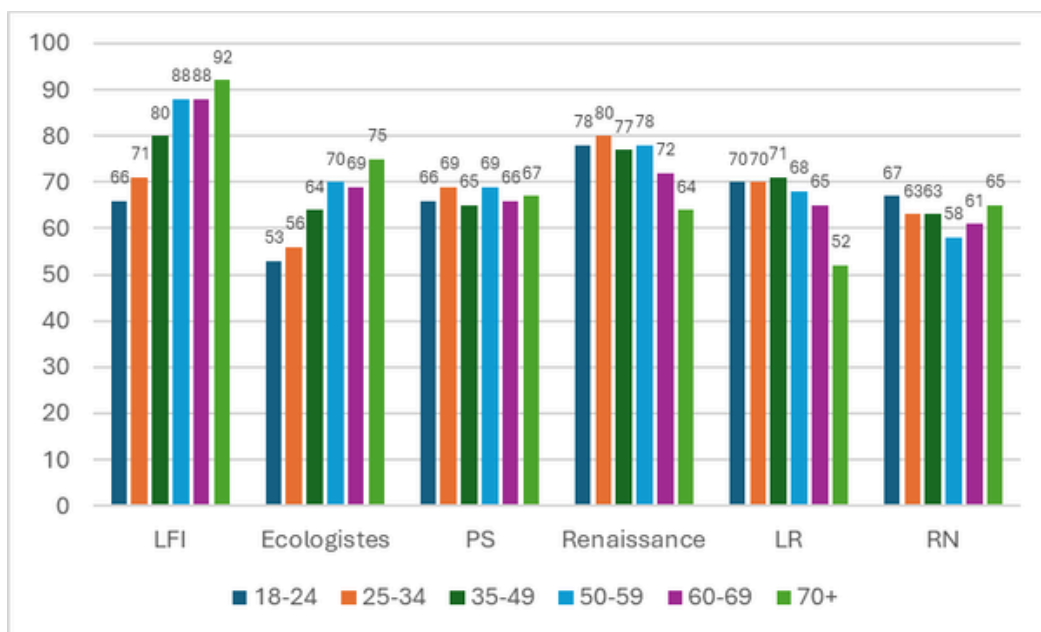
[3] Luc Rouban, *La société contre la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2026.

### Comment s'organise le rejet des divers partis ?

Le refus des modèles sociaux proposés par les partis politiques n'évolue guère en fonction de la catégorie socioprofessionnelle. Par exemple, le rejet du modèle social proposé par LFI est le fait de 82% des enquêtés qu'ils appartiennent aux catégories populaires, moyennes ou supérieures, cette proportion ne baissant (70%) que chez les inactifs à savoir les étudiants, les personnes au foyer ou les personnes n'ayant jamais travaillé pour cause de santé notamment. Le rejet du modèle social proposé par le PS comme par les Écologistes varie davantage, passant de 62% dans les catégories supérieures à 71% dans les catégories populaires et non l'inverse, comme on aurait pu le croire. En ce sens, on perçoit la proximité avec l'offre de Renaissance, rejetée par 65% des catégories supérieures mais 77% des catégories populaires alors que celle de LR l'est par 59% des catégories supérieures et 69% des catégories populaires. Le différentiel sociologique est le plus élevé face au modèle social proposé par le RN : refusé par 72% des catégories supérieures, il ne l'est que par 56% des catégories populaires.

Les différences générationnelles sont en revanche bien plus contrastées comme le montre le graphique 1, du moins pour LFI et les Écologistes. La fracture générationnelle se fait pour Renaissance et LR à partir de 70 ans. En revanche, la tranche d'âge des enquêtés ne joue pas pour le PS et de manière différentielle pour le RN dans une distribution en forme de U où l'acceptation de son modèle social est plus large parmi les 50-59 ans.

Graphique 1 - Le refus des modèles sociaux proposés par les partis politiques selon la tranche d'âge (%)

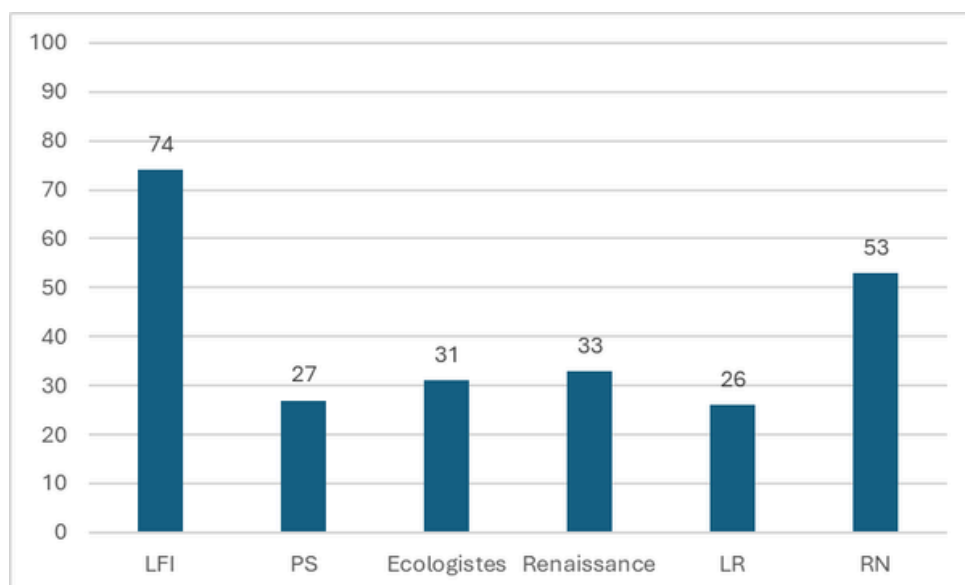


Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

## La dangerosité relative des partis politiques

La question du rapport aux partis ou mouvements politiques ne se réduit pas à leur offre concernant la transformation de la société française mais revêt désormais une autre dimension qui est celle de leur dangerosité à l'égard de la démocratie, qu'il s'agisse de provoquer des changements brutaux par le haut et la coercition ou de favoriser la violence. On peut mesurer la perception de cette dangerosité en créant un indice réunissant les réponses négatives à la question de savoir si le modèle social proposé est accepté ou pas par les enquêtés et les réponses positives sur le point de savoir si chaque parti est estimé « dangereux pour la démocratie » et s'il « attise la violence ». On dispose donc d'un indice de dangerosité supposée allant de 0 à 3. On peut ensuite distinguer un niveau bas (aucune ou une réponse au plus allant dans le sens de la dangerosité) et un niveau élevé de dangerosité estimée (deux ou trois réponses allant dans ce sens). Comme le montre le graphique 2, LFI et le RN constituent toujours les deux pôles de la dangerosité politique en France bien que dans des proportions sensiblement différentes. Le décalage entre le niveau perçu de dangerosité pour la démocratie que représente le RN et sa proximité au moins relative avec les préoccupations des enquêtés montre qu'une partie d'entre eux est prête à prendre des risques avec la démocratie à laquelle, rappelons-le, seuls 37% des Français donnent une claire priorité sur l'amélioration de leur bien-être<sup>4</sup>.

Graphique 2 - La dangerosité estimée des partis politiques (% partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

[4] Luc Rouban, *La société contre la politique*, op. cit., p. 118 et s.

La sociologie de ce rejet global reflète fidèlement les structures observées pour le seul rejet du modèle social proposé par chaque parti. Alors que le rejet du PS, de Renaissance et du RN s'appuie bien plus sur des clivages socioprofessionnels, bien que dans des sens différents (rejet global du RN par les catégories supérieures, rejet global du PS et de Renaissance par les catégories populaires), le rejet global de LFI, des Écologistes et de LR s'appuie en revanche sur des clivages générationnels et non pas sociaux. Là encore, le sens de ce rejet est différent : il augmente fortement avec l'âge pour LFI (de 55% des 18-24 ans à 89% des 70 ans et plus) ou pour les Écologistes (on passe alors de 21% à 44% dans les deux tranches d'âge) mais il diminue en revanche pour LR (passant de 34% à 16%).

## Une dangerosité asymétrique

Cette dangerosité n'est pas perçue de la même façon par les différents électorats. Pour reconstituer ces derniers, on a construit un indice de polarisation politique s'appuyant sur le vote effectué lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, lors des élections européennes de juin 2024 et la proximité aux partis politiques, cela afin de distinguer clairement la droite (LR) de l'extrême-droite (RN, Reconquête ! Candidats souverainistes lors des élections européennes) et la gauche modérée (PS, Place publique, Écologistes) de la gauche radicale (LFI, PCF, extrême-gauche)<sup>5</sup>.

Cet indice va donc de 0 à 3 pour chaque pôle politique et peut être réorganisé en deux niveaux, un niveau de faible adhésion (aucune ou une réponse positive) et un niveau de forte adhésion (deux ou trois réponses positives).

On peut ensuite étudier la distribution du rejet qu'inspirent les divers partis selon la polarisation politique. Le tableau 1 montre qu'il n'existe pas de symétrie entre la gauche radicale et la gauche modérée. Si les deux groupes d'enquêtés partagent le même niveau de rejet du RN, il n'en va pas de même du rejet de Renaissance et de LR. Par ailleurs, les enquêtés de la gauche radicale rejettent bien moins le PS (17%) que les enquêtés de gauche modérée ne rejettent LFI (73%). Les enquêtés polarisés au centre (Renaissance, MoDem, UDI, divers centre) rejettent à parts à peu près égales LFI et le RN mais bien plus les Écologistes que le PS ou LR. Cette proximité des enquêtés du centre et de la droite LR se vérifie par le fait que ces derniers rejettent peu Renaissance, un peu plus le PS et bien davantage les Écologistes que le RN. Les enquêtés orientés vers l'extrême-droite rejettent peu LR et bien plus Renaissance ou les partis de la gauche modérée. On observe également que leur niveau très élevé de rejet de LFI est tout de même moindre que celui qui caractérise les enquêtés orientés vers la droite ou le centre. Enfin, même si les écarts sont assez faibles, les abstentionnistes (BNA) rejettent davantage LFI que le RN et davantage Renaissance que la droite modérée ou la gauche modérée.

---

[5] Ces rapprochements peuvent évidemment être discutés, notamment en ce qui concerne le positionnement des Écologistes.

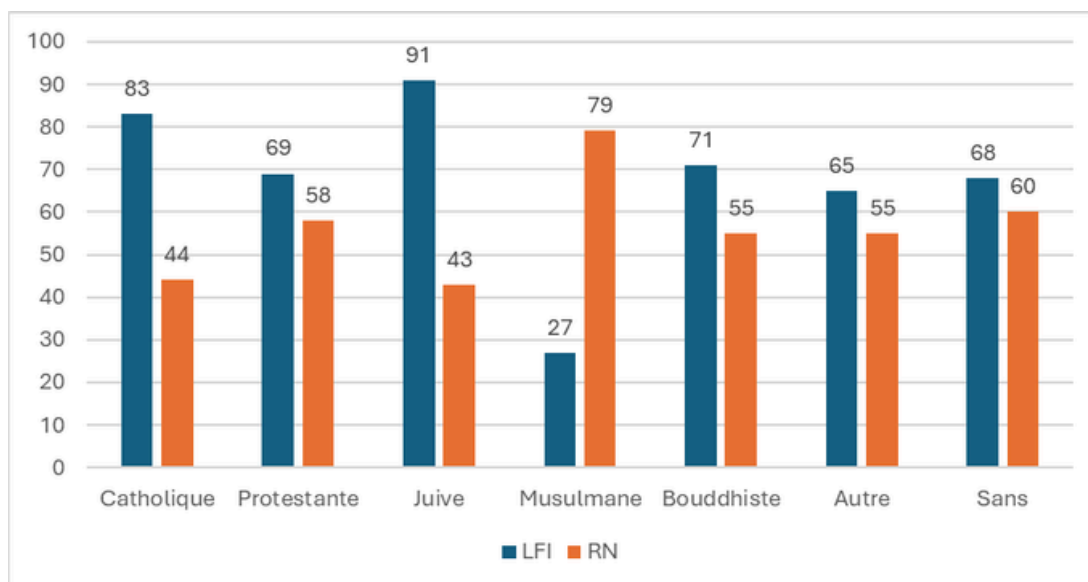
Tableau 1 - Le rejet des partis par orientation politique (%)

	G radicale	G modérée	Centre	Droite	Ext-Droite	BNA
Rejet LFI	17	<b>73</b>	93	94	89	<b>65</b>
Rejet PS	<b>17</b>	3	<b>15</b>	29	51	24
Rejet Écologistes	6	6	31	50	56	25
Rejet Renaissance	<b>61</b>	<b>26</b>	3	<b>15</b>	<b>45</b>	31
Rejet LR	<b>59</b>	<b>35</b>	<b>10</b>	2	<b>21</b>	25
Rejet RN	90	91	82	<b>44</b>	5	<b>53</b>

Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

Mais cette asymétrie peut se repérer également dans des facteurs sociologiques et non plus politiques. C'est le cas de la religion, qui entraîne des niveaux de rejet très contrastés, comme le montre le graphique 3. Ce résultat, qui doit être pris avec certaines précautions puisque le nombre d'enquêtés de religion juive ou musulmane est réduit, pose la question de savoir si LFI est devenu un parti communautariste, revendiquant la représentation de la « nouvelle France » issue de l'immigration, ou bien un parti populaire qui récupère les électeurs les plus pauvres que l'on trouve précisément chez les électeurs originaires de l'immigration, ce qui ne cesse de raviver le débat entre classe et religion. Du côté du RN, la question se pose de savoir si son rejet assez faible par les électeurs de confession catholique ne vient pas confirmer seulement le ralliement des professions supérieures et de la bourgeoisie.

Graphique 3 - Le rejet de LFI et du RN selon la religion des enquêtés (% de la partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

Pour répondre à ces questions, on a donc mené des séries d'analyses de régression sur les facteurs qui étaient les plus significatifs statistiquement dans le rejet des divers partis. Afin de mieux situer les enquêtés, on a utilisé un ensemble de variables à la fois objectives et subjectives comprenant la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, la catégorie d'agglomération, un indice de patrimoine construit sur la base de sept variables<sup>6</sup>, un indice de diplôme allant de l'école élémentaire au niveau Bac+5 et supérieur, un indice de distance au politique présenté plus haut. On y a ajouté un indice de confiance dans les représentants politiques<sup>7</sup>. On a également utilisé un indice de situation personnelle subjective calculé sur la base de questions portant sur le degré de satisfaction à l'égard de sa vie actuelle (échelle de 0 à 10 recodée), de satisfaction à l'égard de la perspective de ce qu'il allait vivre dans les prochaines années (échelle de 0 à 10 recodée) et sur le fait d'avoir ressenti ou pas lors des deux dernières semaines « un sentiment d'abattement, de dépression ou de perte d'espoir ».

Comme le montre le tableau 2, qui présente les trois premiers facteurs principaux par ordre croissant d'influence dans le rejet de chaque parti politique, la catégorie socioprofessionnelle ne joue aucun rôle. En revanche, la religion reste toujours un facteur déterminant et possède plus de pouvoir explicatif que le patrimoine ou la « classe sociale ». Le niveau de confiance dans les représentants politiques joue le premier rôle, positif ou négatif, sauf dans le rejet de LFI. La question institutionnelle reste en revanche centrale dans le rejet des autres partis, ce qui vient confirmer que le parti « franc-tireur » est désormais LFI et non plus le RN.

[6] Possession de sa résidence principale, d'une résidence secondaire, d'un livret d'épargne, des valeurs mobilières, des contrats d'assurance-vie, des parts d'entreprises, des biens loués à des tiers.

[7] Confiance dans le président de la République, le Premier ministre, votre député, votre maire, vos conseillers municipaux.

Tableau 2 - Les facteurs jouant le plus dans le rejet des partis politiques

	<b>Facteur 1</b>	<b>Facteur 2</b>	<b>Facteur 3</b>
<b>LFI</b>	âge	religion	patrimoine
<b>PS</b>	confiance (-) représentants po.	distance au politique	religion
<b>Écologistes</b>	confiance (-) représentants po.	âge	religion
<b>Renaissance</b>	confiance (-) représentants po.	distance au politique	situation subjective
<b>LR</b>	confiance (-) représentants po.	religion	distance au politique
<b>RN</b>	confiance (+) représentants po.	religion	diplôme

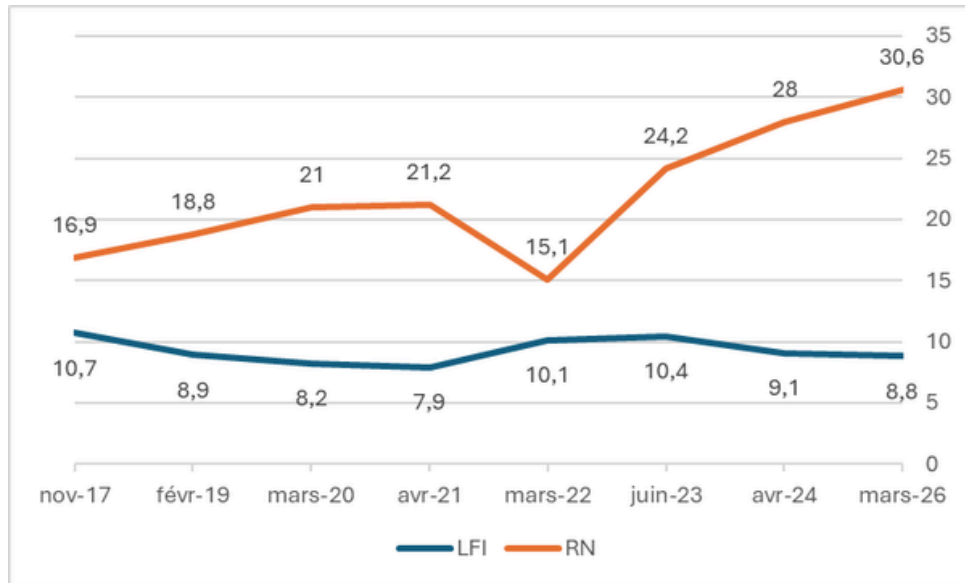
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

Lecture : le rejet de LFI s'explique en premier par l'âge des enquêtés, puis par leur religion et enfin par l'importance de leur patrimoine ; la confiance dans les représentants politiques a soit un effet négatif sur le rejet d'un parti, indiqué (-), soit un effet positif, indiqué (+). Par exemple, plus on a confiance dans les représentants politiques et moins on rejette le PS, les Écologistes, Renaissance ou LR et plus on rejette le RN.

## **D'une radicalité à l'autre**

Les données dont on dispose à travers l'Enquête électorale française montrent que le RN s'impose dans le paysage politique français à partir de 2022 avant les élections alors que LFI ne trouve pas vraiment sa place comme en témoigne le niveau de proximité partisane des Français, du moins chez ceux qui en expriment une.

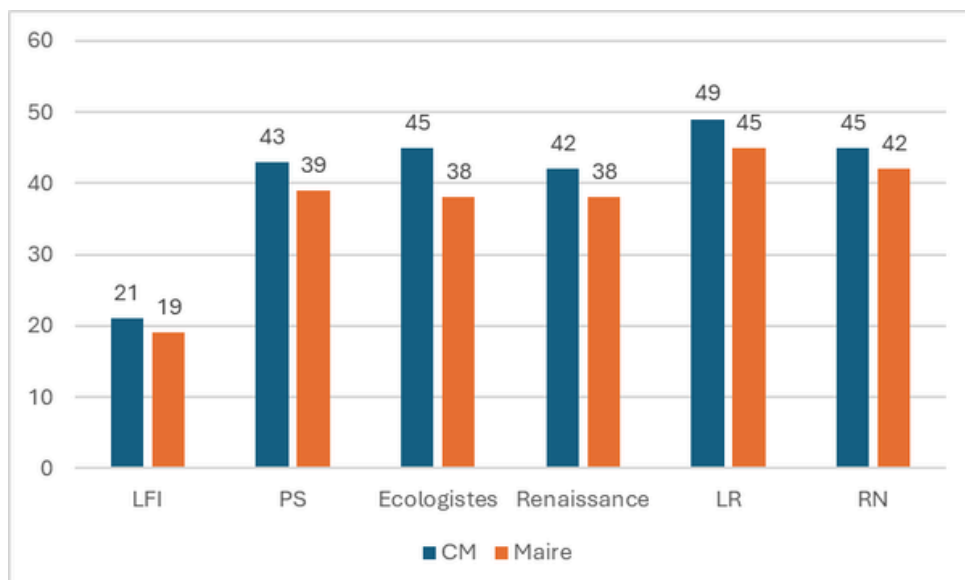
Graphique 4 - La proximité politique à LFI et au RN entre novembre 2017 et mars 2026 (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

L'acceptabilité sociale des radicalités peut également se mesurer à l'aune des réponses portant sur leur éventuelle présence, soit au sein du conseil municipal, soit comme maire de la commune. L'enquête pose deux questions : est-ce que ce serait une très bonne, bonne, assez mauvaise ou très mauvaise chose « si [parti] obtenait des sièges au conseil municipal » et « si [parti] remportait les élections et dirigeait votre commune pendant les prochaines années ». Le graphique 5, qui réunit le pourcentage moyen de réponses positives, montre que seule LFI subit une réaction fortement négative, que le RN s'est normalisé, que la propension à accepter soit des conseillers municipaux soit un maire de droite ou d'extrême-droite reste plus forte que celle visant le personnel politique de gauche. Par ailleurs, le différentiel entre l'acceptabilité de conseillers municipaux et celle d'un maire est faible sauf pour les Écologistes.

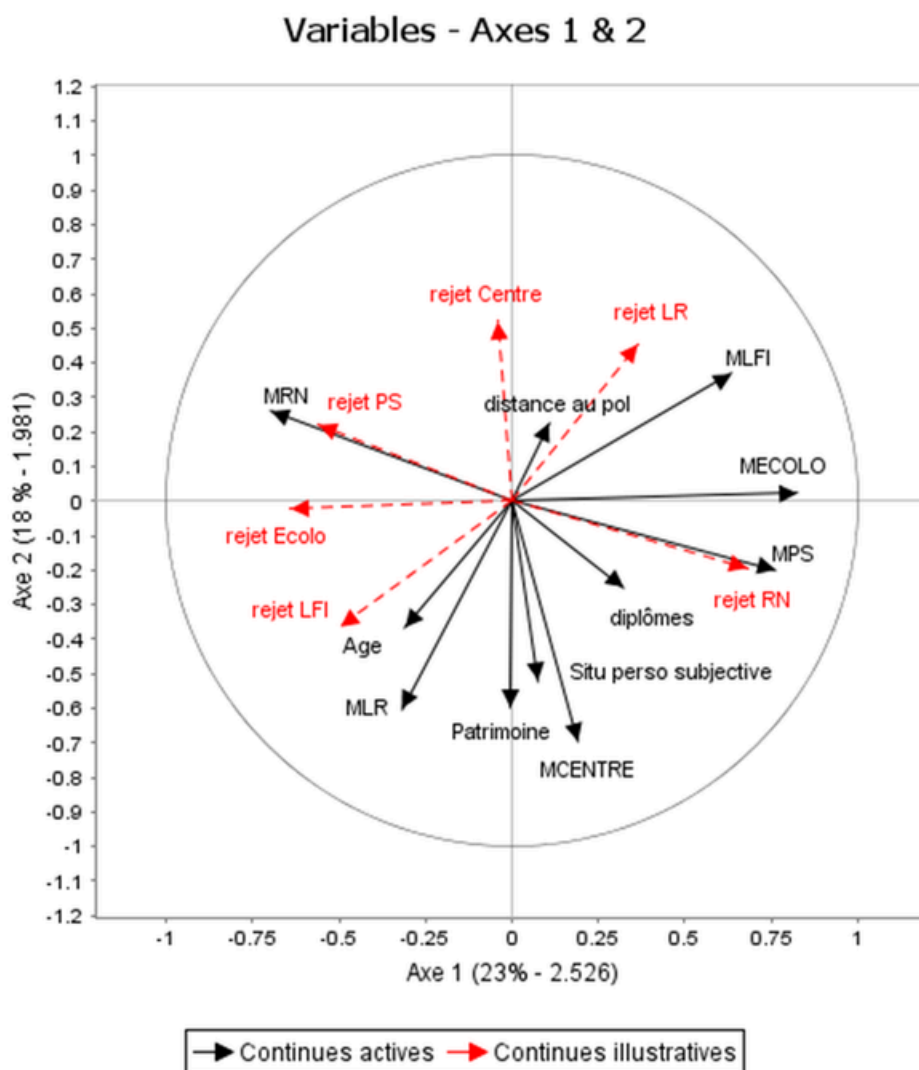
Graphique 5 - Acceptabilité des diverses forces politiques au conseil municipal ou sur le poste de maire (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Enquête électorale française, 2026, vague 1

Comme le montre le plan factoriel (graphique 5), la propension à penser qu'avoir un maire LFI serait une bonne chose s'associe - sans surprise - au rejet de LR et du RN. Le plan factoriel présente des évolutions en dynamiques et non en valeurs absolues. Par exemple, le fait de considérer qu'avoir un maire LFI n'est pas seulement une « bonne chose » mais une « très bonne chose » a davantage d'effet relatif sur le rejet de LR que celui du RN puisque le rejet de LR passe alors de 46% à 67% alors que celui du RN passe de 75% à 89%. De la même façon, la dynamique de rejet ou d'acceptation du RN est plus fortement associée à l'univers socialiste. On observe également que les variables « lourdes » comme l'âge, le patrimoine ou le niveau de diplôme, auxquelles on peut ajouter la situation personnelle subjective, séparent clairement LR comme le bloc central (Renaissance, Horizons, UDI) de l'ensemble des autres formations politiques.

Graphique 6 - Analyse en composantes principales sur les radicalités dans l'espace social



Lecture : l'acceptabilité d'avoir pour maire de sa commune est indiquée par le préfixe M suivi du nom du parti. On a indiqué en variables illustratives (en rouge) les niveaux de rejet et de dangerosité estimée des divers partis politiques.

## **Politisation programmatique et politisation anthropologique**

Une nouvelle lecture du paysage politique français émerge de ces résultats car la fracture ne passe plus tant entre les partis centraux comme LR et le PS, toujours solidement installés au niveau municipal, malgré leur faiblesse nationale<sup>8</sup>, et les partis « périphériques » de la radicalisation qui jouissent d'une situation inverse, faibles dans leur ancrage territorial mais forts au niveau national au moins dans l'occupation de l'espace médiatique et public. Elle semble passer désormais entre une politisation programmatique, essentiellement organisée autour d'enjeux socio-économiques (LFI, Renaissance), assez fortement théorisée par la référence à des corpus de pensée bien identifiés (la gauche contestataire pour la première, le libéralisme managérial pour les forces politiques du « bloc central ») et une politisation anthropologique cherchant à définir un nouveau cadre mythologique à la vie sociale, qu'il s'agisse de retrouver les racines perdues de l'identité française (RN) ou bien de redéfinir le rapport à la nature et à l'environnement (les Écologistes) sans que les programmes économiques de ces deux partis soient d'ailleurs très clairs.

C'est pourquoi l'espace politique de 2026 n'est plus la projection de ce qu'il était il y a dix ans. La périphérie est désormais occupée par LFI qui a pris en quelque sorte la place du RN comme bouc émissaire du dérèglement démocratique français, aidée en cela, par le rôle d'imprécateur incontrôlable de Jean-Luc Mélenchon en remplacement de celui qui a été longtemps dévolu à Jean-Marie Le Pen. Le RN est désormais clairement normalisé par les enquêtes même, mais ce « même » a de l'importance, s'il représente toujours à leurs yeux le danger d'abandonner la mythologie républicaine pour un avenir politique incertain.

---

[8] Pascal Perrineau, « Le divorce politique et électoral entre France nationale et France locale », *Note de recherche du CEVIPOF*, Collection Municipales 2026, n°2, mars 2026, [www.sciencespo.fr/cevipof](http://www.sciencespo.fr/cevipof).